



Lundi 28 avril 2025

Vive le 1^{er} mai, journée internationale de lutte De la classe ouvrière !

Alors que les classes dirigeantes du monde entier veulent nous accabler avec leurs menaces de guerre commerciale et de guerre tout court, ce ne sont pourtant pas les luttes qui manquent : aux États-Unis, des manifestations contre la politique de Trump ont eu lieu à plusieurs reprises dans de nombreuses villes du pays ; en Serbie et en Turquie, la jeunesse défie le pouvoir ; en Grèce ainsi qu'en Belgique, d'importantes grèves générales ont eu lieu ces derniers mois.

Toute ressemblance serait purement fortuite...

En Belgique, une nouvelle mobilisation est d'ailleurs annoncée pour le 29 avril, pour refuser le plan d'attaque du nouveau gouvernement, poétiquement surnommé la coalition Arizona, qui s'en prend aux allocations chômage, veut repousser toujours plus l'âge de la retraite et prévoit des coupes budgétaires dans les services publics. De quoi trouver des échos ici, où Bayrou nous sermonne, affirmant que nous ne travaillons pas assez, et prévoit 40 milliards « *d'efforts supplémentaires* » à réaliser sur le budget 2026, qu'il faudrait prendre sur l'éducation, la santé, les services publics, les dépenses des collectivités, etc. Des efforts, nous en faisons bien assez, pour boucler nos fins de mois, alors que les capitalistes de l'armement se frottent les mains devant leurs carnets de commandes bien pleins. Car ces 40 milliards serviront à arroser les grands groupes français, les Dassault, Thales et bien d'autres.

Un plan de défense nationale... pour nous attaquer

Cette défense de l'industrie française, dont le gouvernement comme les directions syndicales se font les chantres, ne protège en rien les emplois. Même dans l'armement : si les salariés doivent produire plus, ce sera en subissant l'augmentation des cadences. Dans les autres secteurs, les plans de licenciements continuent à s'abattre. ArcelorMittal vient d'annoncer la suppression de 600 postes dans sept sites du nord de la France. Voilà qui se rajoute à la longue liste des licenciements annoncés par Auchan, Casino, Michelin, STMicroelectronics et bien d'autres. Ces grands groupes ne connaissent aucune difficulté : ainsi en

2024, les actionnaires d'ArcelorMittal ont touché plus d'1,5 milliard d'euros. Comme toujours sous le capitalisme, il s'agit d'exploiter toujours plus les travailleurs pour dégager un maximum de profits. Un mécanisme bien huilé, que seules nos luttes peuvent faire dérailler.

La force des travailleurs, c'est la grève !

Qu'il s'agisse de nos salaires ou de nos emplois, seules nos mobilisations collectives pourront nous permettre de nous défendre. À Geodis à Gennevilliers, les travailleurs ont obtenu 150 euros d'augmentation à l'issue de trois semaines de grève, au lieu des 35 euros initialement proposés par la direction. À Stellantis Poissy, des débrayages ont lieu pour exiger des garanties sur l'avenir du site. À la SNCF, la mobilisation s'organise pour plusieurs jours de grève la semaine du 8 mai sur la question des plannings de travail et des salaires. L'état de nervosité dans lequel cette perspective de grève met la direction de la SNCF et le gouvernement suffit à nous rappeler notre force : quand celles et ceux qui font tout tourner dans la société s'arrêtent... tout s'arrête. Ce sont ceux qui menacent nos salaires et nos emplois qui veulent nous prendre en otage. Ils veulent décider de tout, de notre vie quotidienne, de nos emplois, de nos salaires, de la guerre, sans que nous ayons notre mot à dire.

C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons. Faisons du 1^{er} mai la première étape d'une riposte collective, en France et dans le monde.

Retrouve tous nos éditos et articles en ligne sur notre site internet avec ce QR-Code



Classements et divisions, c'est non !

Comme tous les ans les commissions de classement sont surtout l'occasion pour la direction de « punir » certains d'entre nous en nous privant d'augmentation, c'est de la discrimination ! C'est l'encadrement qui décide de notre augmentation alors qu'ils ne vivent pas nos conditions de travail et que c'est grâce à nous que la machine tourne ! Les prétextes que la direction utilise ne sont que des tentatives pour nous diviser et nous faire baisser la tête. Faisons en sorte qu'elle échoue : les avancements doivent être pour toutes et tous, et ce dont on a besoin c'est une augmentation des salaires de 300 euros !

Virons les toxiques !

Mardi nous étions nombreux mardi à nous rassembler devant le tribunal des Prud'hommes pour dénoncer l'exposition aux produits toxiques auquel nous sommes nombreux à avoir fait face au sein de la RATP ! Et on ne parle pas que de la direction, mais aussi de ces particules qui nous tue à petit ou grand feu dont elle est néanmoins responsable. Alors oui, il y a urgence à faire un grand ménage !

On a déjà fait transpirer la RATP !

On s'est battu et on continue de le faire contre les attaques que la direction de la RATP mène contre les travailleurs : pas d'augmentation des salaires, 300 euros en moins pour les nouveaux...

Alors que ce soit elle par le biais de sa filiale ou une autre entreprise qui reprenne notre lot, les patrons n'ont qu'un objectif : le profit sur notre dos ! Peu importe le visage de notre ennemi, il faut se donner les moyens de le combattre, ça commence maintenant, en se retrouvant, en discutant entre nous de ce qu'on veut et comment on le veut. Rien n'est perdu, ça ne fait que commencer !

Quand l'Etat est actionnaire c'est au service des patrons

Ça y est, Transdev est officiellement privatisé, racheté par le groupe allemand Rethmann qui était jusque-là actionnaire minoritaire. Faisons le bilan de ces dizaines d'années que l'entreprise a passées en tant que propriété publique : des conducteurs exploités et un groupe devenu multinationale du transport, présent aux quatre coins de la planète. C'est systématiquement pour ça que l'État investit dans l'économie, pour constituer des entreprises rentables vendues ensuite au privé. Transdev n'était donc pas « à nous » et on ne l'a pas « perdu » comme tentent de le faire croire par nationalisme certains responsables syndicaux et politiques de gauche. Pour l'anecdote, l'entreprise a fusionné au tournant des années 2010 avec une filiale de Veolia, une entreprise descendante de la Compagnie générale des eaux créée par l'empereur Napoléon III, pas exactement une conquête du mouvement ouvrier !

Grève des cheminots

Plusieurs appels à la grève sont lancés à la SNCF pour la semaine prochaine. Ils sont dispersés, et les divisions entre syndicats et métiers n'aident pas mais ils ont bien raison d'exister pour répondre à Philippe Tabarot, ministre des transports, pour qui les revendications des agents de service, ne seraient "pas légitimes", car ils ne sont "pas les plus mal traités" à la SNCF. Venant d'un ministre de Bayrou, payé 10700€ bruts mensuels et membre d'un gouvernement dont la cote de popularité atteint 24%, c'est osé.

D'où vient sa légitimité quand il réclame une loi limitant le droit de grève des cheminots ?

À bas le racisme et l'islamophobie !

Un homme tue froidement un jeune musulman dans une mosquée du Gard et filme son acte en insultant « ton Allah de merde ». Pour le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, prudence ! Il ne faut pas aller trop vite en besogne et y voir un attentat, un acte raciste et anti-musulman, même si « la piste n'est pas exclue ». Retailleau a l'indignation sélective et on n'entend pas les politiciens de droite ou d'extrême droite s'indigner bruyamment comme ils savent si bien le faire en d'autres occasions. De son côté, Bayrou dénonce une « ignominie islamophobe » et Macron « le racisme ». Quelle hypocrisie ! Car ce sont bien les Retailleau, Darmanin, Le Pen et consorts, et tous ceux qui les protègent au plus haut niveau de l'État, tous ceux qui sèment les divisions et vomissent à longueur d'interview leur haine des étrangers et des musulmans, qui ont pavé la voie au meurtrier d'Aboubakar.

Israël : des survivants manifestent contre les massacres de Gaza

Le photographe Quique Kierszenbaum, basé à Jérusalem, a partagé sur les réseaux sociaux une photo de survivants du génocide juif protestant contre le génocide israélien à Gaza devant le mémorial national Yad Vashem. Le 24 avril est la Journée internationale de commémoration de l'Holocauste, en mémoire des six millions de Juifs exterminés par les nazis. Les manifestants brandissaient une banderole sur laquelle était inscrit en anglais et en hébreu : « Si nous perdons notre compassion pour autrui, nous perdons notre humanité. » Une protestation courageuse.

RDV JEUDI 1^{er} MAI EN MANIFESTATION

Si la journée du 1^{er} mai est autant payée au travail, c'est bien parce que c'est la journée internationale de lutte des travailleurs.

Une journée historique de grève pour la classe ouvrière pour abaisser le temps de travail et augmenter les salaires.

Aux quatre coins du monde, et à chaque époque du capitalisme, nos vies valent plus que leurs profits. C'est à nos générations de porter l'héritage des luttes sans frontières de notre classe et de les faire triompher. **Travailleurs de tous les pays, tous et toutes dans la rue ce jeudi !**

Retrouve-nous dans la manifestation du 1^{er} mai à Paris, boulevard de l'Hôpital, proche de place d'Italie à 14h !